

Tremblement de terre au Chili : le gouvernement a calmé la situation... mais pour combien de temps ?

Article de Clase contra Clase, section chilienne de la FT-QI. Pour plus d'informations sur la situation au Chili, cf. www.clasecontraclase.cl

Après la situation extrêmement chaotique qui s'était ouverte dans le Centre-Sud du pays à la suite du tremblement de terre et des Tsunamis du 27 Février, le déploiement de l'armée dans les régions du Maule et de Biobío ainsi que la mise en place de l'aide humanitaire sous la houlette de la bourgeoisie, ses politiciens, l'Église, les médias et autres institutions « caritatives » ont réussi à stabiliser ponctuellement la situation.

En maniant la carotte et le bâton, le gouvernement a réussi à « normaliser » partiellement la situation nationale, empêchant que ne se produisent dans l'immédiat un nouveau saut dans la lutte de classe en réponse à la situation catastrophique dans laquelle se trouve les millions de Chiliens victimes de la catastrophe. Mais l'ensemble explosif de misère qu'aggrave encore davantage le séisme dans les régions les plus touchées et de surexploitation qu'annonce le gouvernement pourraient générer une conflictualité sociale explosives et à des processus d'organisation nouveaux.

« Unis par la peur »

Alors que le gouvernement de l'entrepreneur de droite Sebastián Piñera s'installe au pouvoir, les « Concertationnistes » [la « *Concertación* » ou coalition centriste ayant soutenu Bachelet et au sein de laquelle on retrouve notamment le Parti Socialiste et la Démocratie Chrétienne] comme la droite se font l'écho d'un discours d'unité nationale. Le 6 mars les présidents des partis concertationnistes ont accepté de coordonner leurs efforts afin de travailler à la reconstruction chilienne. Le PS et la DC notamment ont accepté que leurs militants restent à leurs postes le temps de la passation du pouvoir et même au-delà si nécessaire en raison du contexte dramatique que connaît le pays. *El Mercurio*, le journal de la droite, estime d'ailleurs dans son édition du 7 mars que « la Concertation dans la première étape du nouveau gouvernement fera profil bas et ne réagira pas aux mesures politico-économiques que Piñera pourrait annoncer ».

C'est ainsi que la Concertation donne de l'espace au Piñerisme qui commence à dire ouvertement que pour préserver l'ordre public il faudra faire davantage appel aux Forces armées et étendre l'état d'exception à d'autres villes, et ce alors même que les généraux en charge des zones les plus touchées commencent à réduire les heures de couvre-feu. C'est ainsi qu'il a déclaré à *La Tercera* qu'il allait « élargir l'état de catastrophe naturelle de manière sélective à d'autres localités (...) ce qui signifie maintenir sur place les Forces armées ». Mais ce rôle nouveau dévolu aux militaires

chiliens est également dû à l'incurie notoire de l'appareil gouvernemental face à la catastrophe. C'est ce qu'a démontré la désorganisation complète des secours juste après la catastrophe ou le fait que l'Office Nationale d'Urgence [sécurité civile chilienne] n'ait pas alerté de manière adéquat les localités du littoral du risque de tsunami, abandonnant à leur sort des centaines de personnes qui ont péri pour certaines dans les raz-de-marée postérieurs au séisme.

Crise de la démocratie post-pinochétiste

Ce rôle croissant joué par les militaires dans la vie politique nationale qui ne se voyait plus depuis la fin de la dictature est symptomatique d'une crise du régime de la démocratie post-pinochétiste. Alors que le rôle joué par les Forces armées est jugé central par une fraction de l'opinion publique, notamment les classes moyennes qui subissent de plein fouet la campagne médiatique actuelle et ne voient pas d'autres moyens pour acheminer l'aide aux sinistrés. Si cette légitimation se consolidait, on pourrait assister à un saut dans le poids des organes de répression dans le pouvoir d'État. Cela ne ferait que rendre plus apparente la faiblesse des « institutions démocratiques chiliennes », saluées à l'étranger, si le gouvernement devait avoir à recourir à l'Armée pour stabiliser la situation et se renforcer dans le cadre de la crise nationale actuelle.

Le Parti Communiste face à la militarisation

La plupart des organisations de gauche radicale s'est prononcée contre la répression. Cependant, l'orientation politique concrète de la gauche radicale n'a souvent pas représenté une réponse conséquente face à la militarisation. C'est ainsi que dans son édito du 5 mars, *El Siglo*, l'organe du PC chilien, s'interrogeait sur les raisons du retard dans l'acheminement de l'aide : « pourquoi la FACH [l'aviation militaire] n'a pas immédiatement créé un pont aérien entre les villes les plus touchées de manière à faire arriver l'aide d'urgence ? » Pour le PC chilien, qui a un poids important dans le mouvement syndical et compte sur trois députés nationaux, les 7 000 soldats aujourd'hui déployés dans les zones sinistrées auraient dû être déployés avant... Même si le PC ne soutient bien évidemment pas la répression, est-il concevable de songer à un déploiement de forces militaires n'impliquant pas coercition et arrestations à l'égard de la population ? Cela n'aurait-il pas représenté en fait un état d'exception de facto ? Pour *El Siglo*, aucunement. Ce n'est pas un hasard dans la mesure où le PC chilien continue à entretenir l'illusion selon laquelle les Forces armées pourraient agir de manière démocratique...

La classes ouvrière, ses organisations et les

perspectives

La catastrophe sociale générée par le séisme a engendré un énorme élan de solidarité. Cette force sociale a été pour l'instant canalisée majoritairement par la bourgeoisie. Les organisations de la classe ouvrière ont tardé à répondre. Ce n'est que depuis le début de la semaine du 8 mars que la Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT, principal syndicat du pays) a commencé à mettre sur pied des centres de collecte de dons et à coordonner l'aide, un retard qui a continué à laisser le champ libre aux forces bourgeoises. De son côté, la Fédération des Étudiants du Chili (FECh) a organisé la collecte dès le lendemain du séisme avec près de 2 000 militants. Mais au lieu de tirer profit du sentiment de solidarité existant en organisant un réseau alternatif d'aide opposée à ceux du patronat et du gouvernement, la direction de la FECh a transformé dans les faits le réseau étudiant d'aide en la branche « jeune » de la Sécurité civile, dépendant du gouvernement.

Cela n'a pas empêché cependant qu'au sein de la FECh ne commencent à se produire d'intéressants phénomènes de coordination avec des Comités de quartier [Juntas de vecinos] et des syndicats comme la FENATS (santé). C'est ainsi qu'un premier comité ouvrier-étudiant d'aide a vu le jour. Les phénomènes les plus intéressants d'organisation sont peut-être cependant la mise en place d'organismes de quartier dans les villes ou les bidonvilles les plus touchées par le séisme au sein desquelles s'organisent l'approvisionnement ou se structurent même des revendications relatives aux services qui ont été suspendues (eau, électricité, gaz, etc.). Alors que les partis Concertationnistes se trouvent en crise et que les organisations traditionnelles de la classe ouvrière n'ont jamais été aussi faibles, de tels phénomènes, même réduits, pourraient se transformer en une tendance sur le long terme, laissant entrevoir de nouvelles formes d'organisation qui pourraient voir le jour dans les processus à venir de lutte de classe.

Du point de vue de la conflictualité de classe, l'impossibilité pour les secteurs sinistrés de renouer dans l'immédiat avec leur niveau de vie par le biais de l'aide gouvernemental (qui se limite à de l'aide alimentaire et à des abris qui ne suffisent pas à tous les sinistrés) pourrait faire que l'on assiste à des phénomènes spontanés d'explosion sociale, à caractère « populaire ». Ils pourraient d'ailleurs se combiner à des éléments de ras-le-bol ouvrier contre l'augmentation de l'exploitation annoncée par Piñera ou la probable hausse des denrées alimentaires. En effet la zone Sud-centrale, touchée par le tremblement de terre, concentre la majeure partie de la production agricole du pays.

C'est pour ces raisons que nous pensons que la situation qui tient grâce aux fusils de l'armée et l'arrivée de l'aide humanitaire est extrêmement précaire. Il n'est pas dit, de surcroît, que le sentiment de solidarité qui existe pourra toujours être canalisé par les institutions liées au pouvoir patronal.

Les militaires hors de nos villes ! Organisons la solidarité ouvrière et populaire !

Une des revendication centrale doit être le retrait immédiat des militaires des villes du Sud, la fin de l'état d'exception et du couvre feu. Le patronat et ses forces de répressions s'en prennent aux droits démocratiques en arguant du fait qu'il en va de la possibilité d'arrêter les pillages et d'organiser l'aide humanitaire. C'est en fait la défense de la propriété privée que défend l'armée, qui se prépare déjà à discipliner la classe ouvrière et les secteurs populaires sur qui pèsera le poids de la « reconstruction ».

C'est en ce sens qu'il est nécessaire de mettre sur pied la solidarité ouvrière et populaire. Les unions syndicales locales et d'entreprise doivent se transformer en centres de collecte et organiser des caravanes de camions pour le Sud, avec les drapeaux des organisations solidaires. Malheureusement les directions de la CUT et de la FECh n'ont pas voulu suivre ce chemin. C'est en ce sens que c'est à nous de coordonner par en bas ce type d'actions.

Face au possible scénario qui nous menace, le travailleurs auront besoin d'une alternative de classe et un programme opposé à celui de la « reconstruction » des capitalistes. Il faudra pour cela qu'il existe une gauche ouvrière et socialiste, qui lutte pour une société alternative à celle dans laquelle on vit, qui n'est même pas capable de garantir un minimum de protection aux pauvres et aux classes populaires face aux catastrophes naturelles. *Clase contra Clase* est engagé dans ce combat.

Juan Valenzuela, le 17 avril 2010